



IN HOC SIGNO VINCES

La "Croix"

27 et 29, RUE SAINT-GABRIEL
MONTREAL
Boîte de Poste 1329

JOSEPH BEGIN
Directeur-Propriétaire

Téléphone: 1747. Mails: 4974.

La Croix

JOURNAL CATHOLIQUE

27 et 29, RUE SAINT-GABRIEL, MONTREAL

RELIGION, QUESTIONS SOCIALES, SCIENCES, ARTS, LITTÉRATURE, ÉCONOMIE POLITIQUE, ENSEIGNEMENT, AGRICULTURE, COLONISATION, ETC.

Payable d'avance

CANADA

1 an, \$2; 6 mois \$1.00

MONTREAL par la poste

1 an, \$2.50; 6 mois \$1.25

ÉTATS-UNIS

par la poste

1 an, \$2.50; 6 mois \$1.25

Un numéro 5 sous

La fin du monde et la fin de la guerre

Nous ne sommes pas plus privilégiés que les apôtres à qui le divin Maître a laissé ignorer le temps de la fin du monde, de ces jours redoutables qui feront sécher les hommes de frayer. A quoi bon chercher à tabler sur des probabilités, quand il s'agit de parler d'événements aussi sérieux? Les saints Pères se sont abstenus de traiter ce grave sujet.

Les journaux qui visent au sérieux ne devraient jamais publier les prédictions de ces grands sirs sur des questions dont le résultat est connu de Dieu seul.

La fin de la guerre actuelle n'est pas de même nature que la fin du monde; mais nous croyons que le commun des mortels n'y voit pas plus clair et qu'il ne suffit pas d'être lord anglais ou sir un tel pour annoncer pompeusement une paix solide d'ici à un an.

Il peut se faire que Dieu ménage de cruelles déceptions à ceux qui calculent les chances de l'amener par des moyens humains.

Les grands événements qui se sont produits dans le monde ne paraissent pas avoir été beaucoup prévus par les diplomates et les hommes d'état. Les profonds penseurs se sont toujours bornés à émettre des probabilités sans rien affirmer de certain.

Quant à l'époque de la fin du monde, nous croyons qu'il y aura beaucoup d'analogie entre le premier avènement de Jésus-Christ et le second.

Quand naquit le Messie bien, peu de personnes en eurent connaissance.

Après l'adoration des Mages, l'enfant Jésus disparut pour s'en aller en Egypte; le silence se fit sur l'événement de Bethléem, et le monde continua sa marche politique comme avant.

L'Antéchrist qui apparaîtra pour commander à l'univers quelques années seulement avant le jugement dernier, ne sera aux yeux des hommes qu'un politicien habile comme Lloyd George, Woodrow Wilson, etc., et personne ne songera à dire que c'est l'Antéchrist, cet homme de malice prédit par saint Paul.

De sorte que ce signe très prochain du dernier jour du monde ne sera pas même remarqué.

Au reste, l'Évangile ne dit-il pas qu'à la fin des temps et jusqu'au jour du jugement les hommes agiront comme aux temps de Noé. Ils vendront, achèteront, se divertiront, se marieront, feront des noces jusqu'à la dernière heure où ils seront enveloppés dans la catastrophe, comme au moment du déluge.

Vers les derniers temps du monde, on ne croira pas plus à ce redoutable événement que les hommes croyaient au déluge quand il a commencé.

C'est donc bien inutilement qu'on prédit l'époque de la fin du monde. Le mieux qu'il y a à faire, c'est de s'y préparer par une vie sainte et de laisser de côté des calculs parfaitement futiles.

L'abbé G. DUGAS.

Le sang et l'or dans la guerre

Nous publions, dans la 2e page, le texte d'une note de l'Autriche-Hongrie aux gouvernements des nations qui sont en guerre, les invitant à une conférence où leurs représentants respectifs étudieraient les bases d'une paix satisfaisante pour tous les intéressés.

Cette note est rédigée en termes très conciliants qui indiquent que l'Autriche-Hongrie, en particulier, désire sincèrement terminer ce terrible conflit, fût-ce au prix de grands sacrifices.

La voix de l'humanité souffrante aurait voulu enfin se faire entendre, mais Woodrow Wilson, avec une promptitude qui dénote le parti pris, lui a refusé cette suprême espérance.

Avec la comardise du Yankee qui calcule surtout les profits qu'il peut retirer de la ruine des autres, il a fait remettre à M. Ekengren, ministre suédois chargé des affaires autrichiennes, la réponse suivante, rejetant la proposition d'étudier les bases de la paix, faite par la double monarchie du Centre de l'Europe:

Monsieur: — J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note datée du seize septembre, me communiquant une note du gouvernement impérial de l'Autriche-Hongrie, contenant une proposition à tous les gouvernements de tous les pays belligérants d'envoyer des délégués à une conférence pour y discuter la paix d'une manière confidentielle et qui n'engagerait à rien du tout.

De plus, il est proposé que les délégués seraient chargés de révéler les intentions de leurs gouvernements respectifs sur ce sujet et de demander de donner des explications franches sur tous les points qui ont besoin d'être éclaircis.

En réponse, j'ai l'honneur de vous dire que la substance de votre communication a été soumise au président, qui me charge de vous informer que le gouvernement des États-Unis croit qu'il n'y a qu'une réponse qui puisse être donnée à la suggestion du gouvernement impérial de l'Autriche-Hongrie. Le gouvernement américain a mentionné maintes fois avec une entière sincérité les conditions auxquelles les États-Unis considéreraient la paix, et ils ne porteront attention à aucune proposition pour une conférence à ce sujet vu qu'ils ont déjà expliqué sa position.

Acceptez, monsieur, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé), Robert LANSING,
Secrétaire d'Etat.

Evidemment, le gouvernement des États-Unis tient à continuer la guerre. Ce ton, cette morgue, dans des circonstances aussi tragiques, après que le sang a coulé à flots durant plus de quatre années, trahissent sa pensée.

M. Rovensky, vice-président de la banque Nationale du Commerce, de New-York, à une assemblée de l'Institut américain des Banquiers, a déclaré récemment que, si la guerre durait encore un an, les autres nations alliées devront aux États-Unis \$9,000,000,000.

La dette actuelle des alliés envers les États-Unis est d'environ \$5,765,000,000 et M. Rovensky estime qu'u-

ne autre année l'augmentera de \$3,000,000,000.

La guerre finie, dit le vice-président, l'Amérique sera le premier créancier du monde, un centre financier vers lequel convergeront les forces économiques mondiales, où les débiteurs nombreux fixeront leurs emprunts avec les créanciers. Les transactions de banques imaginables seront à l'ordre du jour. L'étoile de la suprématie financière et économique qui a évolué vers l'ouest depuis l'aube de la civilisation et qui est maintenant arrêtée sur Londres, reprenant sa marche, va traverser l'Atlantique. A contempler la lumière de cet astre qui visitera un monde plein de ressources, l'on peut dire que de grandes opportunités attendent la jeune génération des banquiers américains.

Jusqu'en juillet 1918, ajoute encore cet homme de la haute finance américaine, depuis l'ouverture de la guerre, les États-Unis ont exporté des marchandises pour une valeur qui dépasse leurs importations de \$10,000,000,000. Les prêts américains aux autres nations se chiffrent à \$7,500,000,000, plus \$2,000,000,000 en valeurs et \$1,000,000,000 en or, soit en tout \$10,500,000,000.

M. Rovensky est d'avis qu'après la guerre les États-Unis recevront annuellement de leurs débiteurs \$450,000,000 d'intérêt, au lieu d'avoir à payer comme avant la guerre la somme annuelle de \$175,000,000.

Voilà la raison du cynisme de M. Woodrow Wilson!

La guerre enrichit les Yankees d'une manière inouïe. Ils obligent le monde à la poursuivre.

Remarquez que M. Wilson s'est hâté de repousser l'offre de l'Autriche, parce qu'il appréhendait qu'une nation alliée ne l'acceptât et qu'il ne fût ensuite obligé, par la force des événements, à la considérer.

Cette proposition pouvait heureusement ouvrir le chemin de la paix; et, en outre, elle n'engageait aucun belligérant, qui y aurait acquiescé, à conclure une paix qui n'eût pas été juste.

Les opérations militaires n'auraient pas été suspendues et si l'entente n'avait pu se faire entre les combattants, leur délégués à la conférence n'aurait eu qu'à se séparer. Les États-Unis auraient au moins montré qu'ils veulent eux aussi la fin de cette épouvantable "boucherie". (Benoît XV).

Mais Wilson a craint que les empires du centre de l'Europe ne concédassent aux exigences des Alliés et que le fleuve d'or qui coule à travers le pays de l'OnCLE Sam ne se tarit.

Voilà, dépoillé de ses grands gestes artificieux, le grand homme que nos voisins montent aux nues!

Joseph BEGIN.

La vie au milieu de la mort

— par —

François Veullot

(Écrit pour la Croix)

Je viens de recevoir le dix-huitième bulletin de guerre de l'Association catholique de la jeunesse française et je veux profiter de cette occasion pour causer une fois de

plus, avec mes lecteurs amis, de cette héroïque et chrétienne génération.

« Nous sommes la génération des sacrifiés », déclarait, quelque temps avant la grande épreuve, un des chefs de cette jeunesse, éclairé par une sorte d'intuition prophétique. Et c'est bien le sacrifice, en effet, qui atteint cette fleur de la nation française; mais le sacrifice, avec toute la richesse de renouveau que la grâce divine attache à toute la douleur acceptée de l'immolation.

Plus que jamais, on peut répéter, sans vaine figure de rhétorique, mais dans l'exacte affirmation d'une vérité lumineuse: « Non! la jeunesse catholique de France n'est pas (comme le prétendait naguère un misérable aujourd'hui oublié) enseveli dans les tranchées; elle y est semée, semée à la manière du bon grain, qui ne peut engendrer de la vie qu'à la condition de périr en terre! »

Et ce dix-huitième bulletin de guerre nous montre déjà, naissant au ras du sol, l'espérance des moissons futures.

Pourtant, l'hécatombe continue. Ce bulletin nous présente une seizième liste de héros tombés au champ d'honneur. Elle contient 202 noms. Bien qu'une statistique absolument rigoureuse et complète ne puisse encore être établie, on peut désormais évaluer à plus de dix mille le nombre des morts offertes à la patrie par la grande association.

Quelle fauchaison, mais aussi quelle récolte!

Ce même bulletin, qui nous montre ce nécrologe, est tout exalté de vie ardente et féconde.

Quelques chiffres et quelques traits, cueillis au fil des pages.

Avant la guerre, l'A. C. J. F. comptait, en France, 47 journaux ou revues, rédigés et lus par ses membres; elle en possède aujourd'hui, alimentés par le front en même temps que par l'arrière, un total de 53.

En quelques mois, depuis l'hiver dernier, elle a tenu 38 réunions ou congrès divers, organisé 14 retraites collectives.

Au mois de février, elle put convoquer une assemblée fédérale, où 49 unions régionales ou diocésaines étaient représentées et tu cours de laquelle on étudia plus de 200 réponses collectives, de différents points de la France, à une minutieuse enquête préparatoire.

Non seulement les groupes de l'arrière, même réduits à quelques membres entre lesquels on trouve plus de vétérans et de recrues que de soldats, tiennent toujours et vivent toujours; mais les groupes du front, — les groupes éphémères et cependant immortels, — se multiplient. La correspondance des prisonniers retenus en Allemagne, à travers les lacunes et les réticences obligatoires, indique, au milieu des camps douloureux et lointains, d'autres groupes en grand nombre. On en compte actuellement plus de vingt parmi les internés de Suisse. Nos marins se sont mis à suivre cet exemple et, maintenant, quatorze unités navales ont leurs groupes de jeunesse catholique.

Évacués loin de leur province natale, les jeunes gens des régions envahies se retrouvent et se reconstituent en groupes, du Nord, du Pas-de-Calais, des Ardennes, qui maintiennent la cohésion des exilés à l'intérieur et préparent la résurrec-

tion des oeuvres écrasées par l'ennemi.

La guerre, loin de diminuer la vie de l'Association, fait plus que l'entretenir; elle l'accroît. La camaraderie du sacrifice, entre la métropole et les colonies, propage au loin le bon exemple. On compte à présent des groupes affiliés jusqu'aux extrémités des possessions françaises: au Maroc, au Sénégal, à la Pointe-à-Pitre. En même temps, le rayonnement de la gloire et de la beauté françaises allume, au fond des pays étrangers, de nouveaux foyers de jeunesse. Un mouvement se dessine à travers l'Amérique du sud: en Argentine, au Pérou, au Mexique, il se crée des associations semblables à la nôtre.

Entre tous ces éléments épars, une même vie circule, alimentée surtout par la revue de guerre, dont l'A. C. J. F. a pris l'initiative.

Cette publication de quinzaine, qui a déjà rendu célèbre son titre de *Frères d'Armes*, reçoit, chaque mois, une extension plus vaste et plus pénétrante. C'est par dizaines de milliers d'exemplaires qu'elle se répand aujourd'hui dans nos provinces et jusqu'au sein de nos tranchées, dans les camps de Suisse et sur les cuirassés de la flotte, aux colonies même et à l'étranger. Magnifique témoignage, en même temps que puissant radiateur de courage et d'idées! Car, les énergies que ce petit bulletin propage et les initiatives qu'il suggère, c'est du front surtout qu'elles s'envolent; c'est dans le coeur vaillant de nos soldats, c'est dans leur esprit actif et tendu qu'elles ont pris naissance. Elles attestent leur valeur, encore plus qu'elles ne soutiennent leur moral.

C'est que, dans les cantonnements et dans les tranchées, les membres de l'Association, formés à son école avant la guerre ou conquis par son exemple au cours de l'épreuve, forment une élite et sont des modèles. Ils brillent au premier rang des mainteneurs et des entraîneurs. A côté de la liste des morts, un autre palmarès en témoigne: celui des citations à l'ordre du jour et des décorations. Il renferme, cette fois, 871 noms. Et c'est le quinzième de ces tableaux d'honneur!

Héroïquement fidèles à tous leurs devoirs de chefs ou de soldats, depuis les corvées les plus obscures et les plus pénibles jusqu'aux négociations les plus crucifiantes ou les plus intrépides, les membres de l'A. C. J. F. ne sont pas néanmoins tellement absorbés dans les luttes et les nécessités d'aujourd'hui qu'ils en perdent de vue les labeurs et les obligations de demain.

Si l'énumération des martyrs qu'ils ont voués à la France et des exploits dont la France les a récompensés atteste leur valeur guerrière, leur force sociale et civique est soulignée par les travaux entrepris dans leurs réunions de groupes et dans leurs assemblées générales.

Qu'il s'agisse d'études élaborées sous la mitraille ou dans les garnisons lointaines, de problèmes examinés dans les congrès fédéraux ou dans l'intimité des cercles, un même esprit, une même préoccupation s'y affirment. On y discerne toujours, au-dessus de tout, le souci de la France à refaire.

Ces jeunes gens, trempés et instruits par l'épreuve nationale, comprennent que « la génération des sacrifiés » est appelée, par la Provi-

dence, à former la génération des reconSTRUCTEURS. Ils n'ont pas la prétention de mépriser leurs devanciers et leurs maîtres, ni de négliger les conseils et les expériences de leurs aînés. Mais ils sentent la très haute valeur du concours qu'ils leur apportent, valeur pratique à cause des observations et des méditations du temps de guerre, valeur idéale à cause de l'éclat des services rendus à la Patrie. Aussi, dès maintenant, ils s'appliquent de toute leur âme, avec les élan d'un coeur ému par les souffrances et les aspirations du peuple, avec les acuités d'une intelligence affinée par les frottements de l'épreuve, ils s'appliquent, dis-je, et de toute leur âme, aux questions essentielles de l'après guerre. En feuilletant le Bulletin, on les voit préoccupés de creuser les grands sujets économiques et de rechercher les directions sociales. Ici, ce sont les lois ouvrières édictées depuis quatre ans, dont ils analysent les principes et détaillent le mécanisme; là, ce sont les mouvements populaires excités ou jaillis spontanément, dont ils scrutent les causes ou suivent l'orientation; ailleurs, c'est le problème de la main d'oeuvre ou la réforme de l'apprentissage qui les sollicitent; ailleurs encore, les théories du socialisme ou le souci de restaurer la conscience professionnelle.

Mais ce qui, plus sûrement que le choix de ces questions sérieuses et nécessaires, affermit nos espérances, c'est l'esprit supérieur qui préside aux travaux dont elles sont l'objet. C'est en sondant cet esprit qu'en toute confiance on acquiert la certitude que cette jeunesse, après avoir accompli de grandes choses au péril, réalisera d'utiles besognes au labeur.

Avant tout, par-dessus tout, c'est l'esprit chrétien.

Un de leurs jeunes chefs, un blessé de la guerre, un apôtre des résurrections, Charles Flory, résume par ces mots le programme social qu'il propose à ses camarades: « Coopérer à l'instauration de l'ordre social chrétien. »

Et, pour aboutir à ce grand résultat, l'étudiant d'hier, officier d'aujourd'hui, conseille à sa génération, non point de se lancer tout de suite à l'assaut des vastes réformes, ni de formuler immédiatement des solutions définitives, mais de commencer, tout d'abord, par unir ses forces et former son esprit. Travail intime, humble et fécond, de formation personnelle et de concentration d'énergies; voi à la première étape. Ainsi se feront des hommes et se constituera une puissance.

Mais, de cette formation, quel sera le principe: de cette union, quel sera le ciment? Une autre phrase, un autre mot d'ordre, que je cueille encore dans ce Bulletin, définit l'un et l'autre: « La pensée catholique doit dicter une vie catholique ». Vie de l'individu, vie de l'Association, ce doit être une vie éclairée par la pensée catholique, une vie agissante en conformité de la loi catholique. Telle est l'élite qui entraînera et dirigera les nouvelles générations françaises.

François VEULLOT.

Avez-vous payé votre abonnement à la CROIX?

Une déclaration de l'amiral de Hintze

Interviewé par la Gazette de Cologne, au sujet de la déclaration de M. Lloyd George dans son message au peuple britannique à l'occasion de l'anniversaire de la guerre, l'amiral de Hintze, secrétaire d'Etat des affaires étrangères d'Allemagne, a dit :

«La déclaration de M. Lloyd George est vague et incertaine. Dans les cercles politiques et militaires on ne sait rien d'une telle proposition raisonnable de paix. Si les hommes d'Etat de l'Entente avaient eu l'intention sérieuse de préparer la voie d'une paix amiable, ils auraient pu entrer en pourparlers avec l'Allemagne par l'entremise de personnages autorisés ; c'eût été le moyen d'établir le contact entre les deux parties, moyen qui aurait pu amener des discussions ayant des chances de succès.

«Il n'est aucunement question que l'Allemagne refuse des propositions de paix raisonnables.»

Au sujet de l'époque «il y a six mois», mentionnée par M. Lloyd George, l'amiral von Hintze a déclaré que, à ce moment même, les hommes d'Etat de l'Entente ne laissaient aucune illusion au monde quant à leurs véritables buts de guerre.

«Quelle était la situation à cette époque, demande-t-il ? A la fin de décembre 1917, les puissances centrales invitèrent l'Entente à prendre part aux négociations de paix de Brest-Litovsk en vue d'une paix générale amiable. Toutefois, l'Entente laissa passer la période fixée.

«Le 5 janvier, M. Lloyd George adressa aux chefs des travaillistes un discours dans lequel il affirmait que l'attitude des puissances centrales n'indiquait aucune velléité d'accepter les conditions de l'Entente.

«Bien plus, il annonça certains buts de guerre annexionnistes et impérialistes et, dans le même discours, on trouve des allusions, sur lesquelles on ne peut se méprendre, à la guerre économique, allusions qui ont été précisées dans la suite.

«Le 8 janvier, le président Wilson publia son message bien connu des quatorze articles.

«Le 24 janvier, le chancelier déclara à la commission plénière que les discours de MM. Lloyd George et Wilson contenaient certains points fondamentaux de la paix mondiale, sur lesquels il était également d'accord et qui pouvaient constituer, pour les négociations, des points de départ et des indications quant aux buts de guerre. «Mais, dit-il, le chancelier, quand on en vient aux questions concrètes, la volonté de paix est moins claire.»

«Vers le même moment, le comte Czernin développa, au Reichsrath, ses vues sur le désarmement.

«Je rappellerai, continua l'amiral de Hintze, quelques autres dates :

«Le 5 février, les décisions de la Conférence alliée de Versailles furent rendues publiques. Aux termes de ces décisions, le Conseil de guerre suprême, auquel les principaux hommes d'Etat de l'Entente participèrent, déclara qu'il était impossible de discerner dans les discours de l'ennemi aucun signe indicatif de rapprochement vers les conditions des Alliés. Par conséquent, il fallait continuer la poursuite de la guerre avec la plus extrême énergie et la collaboration la

plus étroite et la plus effective entre les Alliés.

«Le 2 février, le président Wilson publia un message dans lequel il exposait ses quatre points généraux comme base d'une paix durable. Le même jour, M. Lloyd George déclarait, à la Chambre des Communes, que le gouvernement anglais ne pouvait pas se départir des buts de guerre qu'il avait exposés.

«Le chancelier se déclara en faveur de l'adoption des quatre points du président Wilson, qu'il ne suffisait pas de voir énoncer par M. Wilson, mais qui devaient être acceptés par tous les Etats et les peuples. Ceci n'a cependant pas encore eu lieu, comme l'ont prouvé les buts impérialistes de la Grande-Bretagne.

«Dans un autre discours prononcé le 18 mars, le chancelier déclara que l'ennemi manifestait encore sa volonté de continuer la guerre jusqu'à ce que nous fussions annihilés. Les développements subséquents ont produit le même spectacle. D'où qu'elles fussent parties, les saines propositions ayant en vue d'amener une discussion préliminaire raisonnable par des personnages autorisés et visant à la paix par un compromis furent traitées avec mépris et dédain.

«Les hommes d'Etat de l'Entente ont encore recours aux mêmes phrases ambiguës, bien qu'elles aient été réfutées une centaine de fois. En vérité, leur programme est aussi impérialiste et annexionniste qu'au paravant. On peut à peine imaginer que des considérations raisonnables prendront une forme tangible tant que la haine et les passions des peuples continueront d'être excitées par l'agitation sans scrupules, comme c'est le cas chez nos ennemis.»

En concluant, l'amiral de Hintze déclare que la responsabilité de la prolongation de la guerre repose sur les hommes d'Etat de l'Entente.

LA

Basilique Saint-Remi à Reims

C'était le seul des monuments rémois qui ne fût pas en ruines; les obus avaient, depuis longtemps, détruit ses magnifiques vitraux du douzième siècle, crevé la voûte de sa chapelle absidale, mutilé les statues de son Saint-Sépulchre; mais, malgré ses blessures, l'édifice restait vivant et sain; les canons allemands viennent de le détruire.

Moins célèbre au dehors que la cathédrale, Saint-Remi était à Reims autant admiré qu'elle, plus vénéré encore, on pourrait dire plus populaire. C'était la plus ancienne des églises de la ville. Elle remplaçait un premier temple catholique, construit, selon la légende, par le consul Jovin; commencée en 1041 par l'évêque Thierry, elle avait été bénite et dédiée par le pape Léon IX lorsqu'il vint, quelques années après, tenir un concile à Reims.

C'était alors une basilique romaine, austère et rude, couverte d'une simple charpente. En 1170, Pierre de Chelles l'agrandit de deux travées, rebâtit la façade, accola aux piliers de la nef des faisceaux de colonnettes qui, montant jusqu'au faite des murs, purent recevoir une voûte, refit le chœur et l'abside sur un plan tout nouveau. En 1388, Jean Canard élevait un clocher sur la croix du transept; en 1500, Robert de Lenoncourt achevait l'édifice en construisant, vers le Midi, un portail flamboyant; au siècle suivant, le duc de Longueville complétait sa parure en entourant le chœur et le tombeau

de saint Remi d'une clôture de marbre et de pierre, dans le goût le plus charmant de la dernière Renaissance.

Tant de reprises de styles juxtaposés auraient dû former un monument disparaté; mais les architectes successifs avaient conduit leurs travaux avec un art si sûr, avec un tel respect de l'oeuvre de leurs prédécesseurs, que toutes les parties se liaient au contraire dans une harmonie délicieuse et qu'au premier regard, la nef semblait presque d'une seule venue. Moins longue que celle de la cathédrale, elle paraissait, par là même, plus large et plus hardie, quoiqu'elle fût exactement de la même largeur, et le triple rang des fenêtres percées autour de l'abside versait à flots sur le maître-autel la lumière azurée et pourpre de splendides verrières.

Une disposition assez rare, qu'on retrouve à Châlons dans l'église Notre-Dame, prête une grâce singulière aux chapelles absidales; chacune des travées qui les relie au déambulatoire se subdivise en trois légères arcatures, soutenues par de minces colonnes, et qu'une ogive plus petite prolonge en retour vers la chapelle voisine. Les chapiteaux sont d'une extrême richesse et de types très variés, mêlant les souvenirs et les restes de l'époque romaine aux décors romans et gothiques.

Avec les dimensions des plus vastes cathédrales, Saint-Remi n'était jadis qu'une simple abbaye, l'église de l'abbaye qui portait le même nom et qui eut pour abbés les personnages les plus illustres du clergé de l'ancienne France. Reconstitués presque en entier au dix-huitième siècle, les bâtiments conventuels avaient été transférés plus tard en Hôtel-Dieu. On y admirait un escalier, un cloître d'une noble ordonnance, les boiserie magnifiques de la bibliothèque devenue une chapelle; l'incendie a détruit ou mutilé tout cela, il y a déjà deux ans, épargnant par bonheur quelques restes exquis du cloître primitif.

On a raconté comment quelques soldats avaient sauvé du bombardement la chaise de saint Remi. Ce reliquaire d'argent, de la taille et de la forme d'un cercueil, remplaçait l'ancienne chaise fondue sous la Révolution; il datait des premières années du dix-neuvième siècle. Il était enfermé dans un superbe tombeau qui occupe le milieu du chœur, derrière le maître-autel. Ce tombeau, autour duquel la fête de Saint-Remi attire chaque année en octobre de nombreux pèlerins et visiteurs, a été reconstruit lui-même, en 1846, par l'architecte Brunette, qui avait précédemment rétabli, non sans difficultés, les voûtes de la nef. Il reproduit, à quelques variantes près, l'ancien tombeau élevé au temps de la Renaissance. On voit sur ses façades, ou du moins on voyait, les douze statues des pairs, laïques ou ecclésiastiques, qui assistent aux sacres et un groupe qui représente le Baptême de Clovis. Toutes ces figures sont dues à deux sculpteurs rémois, les frères Jacques, élèves de Michel-Ange.

Il y avait bien d'autres oeuvres d'art dans l'église Saint-Remi. Très appauvrie depuis 1793, elle conservait encore plus d'un objet précieux. Ses tapisseries, de la même date et du même atelier que celles de la cathédrale, ont été mises en sûreté, ainsi sans doute que ses émaux de Limoges. Mais que sont devenues les fines sculptures troyennes qui décoraient plusieurs de ses chapelles et le dallage, d'un dessin si charmant, qui figurait, en traits incrustés de plomb, des scènes de la Bible et qui provenait de l'église Saint-Nicaise?

Cette église Saint-Nicaise, détruite en plein Consulat, malgré les

protestations des Rémois, restait pour eux un souvenir affligeant. L'incendie de Saint-Remi consommait le deuil de leur dernière église.

Z.

L'Autriche-Hongrie propose une conférence de paix

L'Autriche-Hongrie a envoyé à tous les belligérants la note suivante, les convoquant à une conférence tenue dans un pays neutre et où seraient discutés les préliminaires de la paix :

«L'offre de paix que les puissances de la Quadruple Alliance ont faite à leurs adversaires le 12 décembre, 1916, et les idées basées sur un mode de conciliation qu'elles n'ont jamais abandonnées, signifient, malgré qu'elles aient été rejetées, un point important dans l'histoire de cette guerre. A l'encontre des deux premières années et demie de guerre, la question de la paix a dès ce moment été le but de l'Europe, le sujet de discussion par tout le monde et elle s'affirme d'une manière remarquable.

«Presque tous les états belligérants à maintes reprises ont exprimé leur opinion sur la question de la paix, ses buts et ses conditions. La ligne de développement de cette discussion n'a pas suivi une marche uniforme et régulière. Le point de vue essentiel a changé sous l'influence de la position politique et militaire et jusqu'ici elle n'a pas apporté les résultats qu'on en aurait pu obtenir.

«Il est vrai qu'indépendamment de toutes ces oscillations on peut déclarer que la distance entre les conceptions entre les deux côtés, a diminué, que malgré l'indiscutable continuation de différends voulus et non encore surmontés un revirement partiel sur les buts de guerre les plus évidents et une certaine entente sur les principes relatifs et les bases de la paix du monde se manifestent. Dans les camps on peut sans doute observer parmi les grandes classes de la population un plus grand désir de la paix et de l'entente.

Plus que jamais, la discussion sur l'acceptation des propositions de paix des puissances de la Quadruple Alliance par leurs adversaires ainsi que les affirmations qui ont été faites récemment chez ces derniers par des hommes d'Etat responsables de même que par d'autres noms responsables, mais dans un but politique, et même par des personnalités influentes, confirment cette impression.

«Tandis que, par exemple, la réponse des Alliés au président Wilson demandait le démembrement de l'Autriche-Hongrie, l'amoindrissement et la transformation intérieure de l'Empire allemand, la destruction de la Turquie européenne, ces demandes dont la réalisation était basée sur la supposition que nos adversaires remporteraient la victoire furent plus tard modifiées dans plusieurs déclarations qui furent faites dans des quartiers officiels de l'Entente.

«Ainsi dans une déclaration faite à la Chambre des Communes anglaises, il y a un an, le secrétaire d'Etat Balfour, a reconnu expressément que l'Autriche-Hongrie devait elle-même régler ses problèmes extérieurs et que pas un des pays extérieurs n'avait le droit d'imposer une constitution à l'Allemagne. Le premier ministre Lloyd George déclarait au commencement de cette année que les Alliés n'avaient pas l'intention de

démembrer l'Autriche-Hongrie d'enlever à l'empire ottoman ses provinces turques ou de faire des réformes intérieures en Allemagne. L'on peut aussi considérer que M. Balfour répudiait catégoriquement en 1917 l'idée que la politique anglaise aurait pour but de créer un état indépendant en dehors des territoires sur la rive gauche du Rhin.

«C'est pour cela que les puissances centrales croient qu'elles sont obligées de faire la guerre pour défendre l'intégrité et la sécurité de leurs territoires.

«C'est par la parole et non en restant dans le domaine de buts de guerre concrets que l'on pourra mieux saisir les conceptions de chacun concernant les grandes lignes sur la base desquelles il faudra conclure la paix et régler l'avenir de l'Europe et du monde entier. C'est en ce sens que parlait le président Wilson, dans ses discours du 12 février et du 4 juillet de cette année; il y a formulé des principes qui n'ont rencontré aucune contradiction de la part de ses alliés et il est probable que ces principes se réaliseront, car il semble que les puissances de la Quadruple Alliance n'opposent aucune objection. L'on peut supposer en effet que leur application sera générale parce qu'ils sont en rapport avec les intérêts vitaux des Etats concernés.

«Nous n'avons pas le courage de répondre à cette dernière question dans l'affirmative. La discussion d'une tribune publique à l'autre comme elle s'est engagée entre les hommes d'Etat des divers pays ne fut réellement qu'une série de monologues. Elle manquait pardessus tout de précision. Discours et contre-discours ne répondaient pas l'un à l'autre. Les orateurs se parlaient les uns pardessus la tête des autres.

«D'un autre côté la publicité et la base de ces discussions leur enlevait la possibilité de faire de fructueux progrès. Dans toutes les déclarations publiques de cette nature une forme d'éloquence est employée qui compte avec les grandes distances et avec les masses. Consciemment ou inconsciemment, cependant, elles ont augmenté la distance de la conception opposée, elles ont produit des malentendus qui prennent racine et qui ne sont pas enlevés et rendent plus difficile l'échange franche des idées. Toute déclaration d'homme d'Etat en vue, immédiatement après qu'elle a été faite et avant que les autorités du pays ennemi aient pu y répondre, fait le sujet de discussions passionnées ou exagérées de la part des éléments irresponsables de la nation.

«Mais la crainte de voir les intérêts de leurs armes mis en danger par un sentiment défavorable qui dominerait dans le pays et la peur de faillir prématurément à leurs buts ultimes, tout ceci pousse les hommes d'Etat responsables à prendre un ton plus élevé et à pousser leurs idées à l'extrême.

«Si, dès à présent, l'on essaye de voir s'il existe une base propice à une entente destinée à délivrer l'Europe de la catastrophe mondiale dans laquelle nous sommes, alors, dans quelque cas que ce soit, l'on pourra choisir une autre méthode qui rendra possible une délibération directe et verbale entre les représentants des gouvernements et entre eux seulement. Les idées opposées de chaque Etat belligérant feront le sujet de la délibération. Elles seront éclaircies mutuellement de même que les principes généraux qui serviront de base à la paix et aux relations futures des Etats les uns entre les autres. Si l'on considère ce qui doit être fait d'abord, l'on pourra chercher un accord avec une certaine perspective de succès.

«Aussitôt qu'on pourrait venir à

une entente sur les principes fondamentaux, une tentative serait faite au cours des discussions dans le but de les appliquer aux questions de paix particulières et par là mener leur solution.

«Nous osons espérer qu'il n'y aura aucune objection de la part d'aucun belligérant à un tel échange de vues. Les opérations militaires ne connaîtraient pas de fin. Les discussions n'en finiraient plus tant que la guerre offrira à l'un des belligérants une perspective de succès. Aucun désavantage ne résulterait pour aucun des états représentés. Loin de leur nuire un tel échange de vues ne pourrait qu'être utile à la paix.

«Ce qui n'a pas réussi la première fois peut être répété et déjà il a peut être contribué pour le moins à l'éclaircissement des vues. Des montagnes de vieux malentendus pourraient être enlevées et beaucoup de nouvelles choses pourraient être aperçues. Des fleuves de charité humaine pourraient être mis en liberté et, d'un autre côté, beaucoup de sujets de divisions auxquels on attache trop d'importance, disparaîtraient.

«D'après notre conviction, tous les belligérants conjointement doivent à l'humanité d'examiner si maintenant après tant d'années d'une lutte coûteuse qui n'est pas encore décidée et dont toute la poursuite a pour but d'en venir à une entente, il est possible de mettre fin à ce terrible corps à corps.

«Les gouvernements royal et impérial aimeraient par conséquent à proposer aux gouvernements de tous les états belligérants d'envoyer des délégués à une conférence confidentielle où se fera une discussion, qui n'engagera personne, sur les bases ou les principes d'une conclusion de paix, en un endroit quelconque d'un pays neutre et à une prochaine date qu'ils détermineraient d'un commun accord. Les délégués seraient chargés de faire connaître les uns aux autres la conception de leur gouvernement regardant ces principes touchant la paix et de recevoir les suggestions, s'il y a lieu. Ils demanderaient et donneraient les explications franches et sincères sur tout les points qui ont besoin d'être précisés et définis.

«Les gouvernements royal et impérial ont l'honneur de demander au gouvernement de... par la bienveillante médiation de Votre Excellence de porter ce communiqué à la connaissance du gouvernement de...»

(Les noms du gouvernement intermédiaire et de celui à qui est adressée la note, ne sont pas indiqués sur la copie qui a été rendue publique.)

UN

Avantage pour nos abonnés

ET UNE

Aide pour la "CROIX".

Plusieurs abonnés nous ayant manifesté l'intention de profiter de notre offre, nous donnerons, jusqu'à nouvel ordre,

A NOS ABONNÉS DU CANADA

(excepté Montréal et la banlieue):
Trois années d'abonnement pour \$5.
Six " " " " " 10.

A NOS ABONNÉS DES ETATS-UNIS:
Trois années d'abonnement pour \$6.
Six " " " " " 11.

A NOS ABONNÉS DE MONTRÉAL ET DE LA BANLIEUE

Deux années d'abonnement pour \$4.50
Quatre " " " " " 8.00

Le journal de Nicolas II

La presse allemande reproduit, d'après le journal russe *Investia*, des extraits du journal tenu soigneusement par le tsar Nicolas depuis 1882. La première publication a trait au journal daté du commencement de la révolution. Le 12 mars 1917, le tsar écrivait :

« Des troubles ont commencé depuis quelques jours à Petrograd ; des troupes y ont malheureusement participé. C'est un sentiment effroyable d'être aussi éloigné et de n'avoir que des nouvelles mutilées et défavorables. Écouté un court rapport ; promenade sur la route d'Orcha. Après déjeuner, décidé de me rendre à Tsarskoïé Sélo. A une heure du matin, monté dans le train. »

« 13 mars : Me suis couché à 3 h. 1-4, ayant eu un long entretien avec Ivanof que j'envoie avec ses troupes à Petrograd pour y rétablir l'ordre. » Le tsar inscrivit ensuite les stations qu'il traversa au cours de ce voyage.

« 14 mars : Pendant la nuit, fait demi-tour à la station de Wichera, Liouban et Tosna étant occupés par les rebelles. Me suis rendu, en passant par Vysochnia à Pskof où j'ai passé la nuit. Vu Roussky ; Danilof et Savitch ont diné avec moi. Gatchina et Louga également occupées par des rebelles. Honte et ignominie. N'arrive pas à continuer mon voyage vers Lsarskoïé-Sélo et suis tout le temps là-bas par la pensée et les sentiments. Que ce doit être dur pour ma pauvre Alice de vivre toute seule ces événements ! Que le Seigneur nous vienne en aide à tous. »

« 15 mars : Ce matin Roussky est venu et m'a lu le long entretien qu'il a eu au téléphone avec Rodzianko. D'après son opinion, la situation à Petrograd est telle qu'un ministère issu de la Douma serait impuissant à faire quoi que ce soit, le parti social-démocrate constitué maintenant en Soviet des ouvriers y mettant obstacle. Mon abdication nécessaire. Roussky a transmis cette conversation au G. Q. G. et Alexieïf l'a transmise à son tour aux commandants d'armées. A douze et demie tous ont envoyé leurs réponses. »

« Elles contiennent en substance qu'au nom du salut de la Russie et pour maintenir le calme dans l'armée du front il est nécessaire que je me décide à cette démarche. J'y ai consenti. Du G. Q. G., ils ont envoyé un projet de rédaction pour le manifeste d'abdication. Le soir, Goutchkof et Choulguine sont venus de Petrograd ; me suis entretenu avec eux et leur ai remis le manifeste signé et modifié par moi. A une heure du matin ai quitté Pskof, avec un sentiment accablant de ce que je venais d'éprouver. Tout autour de moi, trahison, lâcheté, tromperie »

LE PORTRAIT DU PAPE

ET, AU VERSO,

La Prière pour la Paix

(Lustré en or, format 3 par 5 pouces)

En vente à la « Croix », 27 rue Saint-Gabriel, Montréal.

\$12.00 le mille, \$2.00 le cent,
5 sous l'unité.

Avez-vous payé votre contribution à la CROIX ?

L'Idéal Catholique

REVUE MENSUELLE ILLUSTRÉE

Guide sûr

Informations

Bons conseils

Saine littérature

Utile et agréable

ABONNEMENT

Un an, 1 numéro chaque mois \$ 2.00

Un an, 10 numéros chaque mois 10.00

Un an, 20 numéros chaque mois 16.00

27, rue Saint-Gabriel, 27

MONTREAL

La Prière Pour la Paix

\$2. le cent

La CROIX, 27 rue St-Gabriel,

MONTREAL

A nos lecteurs

Quand vous voulez recevoir la *Croix* à une nouvelle adresse, ou que vous avez l'intention de cesser de la recevoir, informez-en notre administration vous-même, par lettre. Ne comptez pas, pour ce faire, sur votre maître de poste, en lui confiant un numéro de la *Croix* sur lequel vous avez écrit « refusé » ou d'autres mots analogues. Ce numéro, nous avons constaté que plusieurs maîtres de poste, par une grossière négligence, ne nous le faisaient jamais parvenir et qu'ils ne nous avertissaient même pas, par une carte postale qu'ils sont au moins tenus de nous envoyer à la place dudit journal, que vous l'aviez « refusé ».

Il résulte que, n'étant pas averti de faire autrement, nous continuons à vous adresser régulièrement la *Croix* et que nous sommes en droit, en vertu des décisions judiciaires concernant les journaux, de vous en demander le paiement, jusqu'au jour où nous avons pris connaissance de votre refus.

Ainsi donc, dans votre intérêt, prenez la peine de vous mettre directement en communication avec nous, par une carte postale ou une lettre affranchie en bonne et due forme, lorsque vous avez quelque instruction à nous donner.

L'ADMINISTRATION.

Demandez le numéro d'Août de L'IDEAL CATHOLIQUE

La grande question actuelle : le

BAS-CANADA AUTONOME

Qui sauvera la race canadienne-française

Nous demandons aux lecteurs de la "CROIX" de faire une

GRANDE PROPAGANDE

DE

L'Idéal Catholique

DANS LES MILIEUX POPULAIRES

Rélié, l'IDEAL CATHOLIQUE fera, chaque année, un magnifique volume de 11 pouces par 14 pouces avec une couverture de luxe et de belles illustrations.

ABONNEMENT :

Un an, 1 exemplaire chaque mois	2.00
Un an, 5 exemplaires chaque mois	\$ 7.00
Un an, 10 exemplaires chaque mois	\$ 10.00
Un an, 20 exemplaires chaque mois	\$ 16.00
Un an, 50 exemplaires chaque mois	\$ 30.00

Adressés à une ou plusieurs personnes et à un ou plusieurs bureaux de poste.

L'Idéal Catholique

27, rue Saint-Gabriel, Montréal.

LA CITE MYSTIQUE

Bel ouvrage in-8 en huit forts volumes dont les cinq premiers sont parus les autres devant suivre bientôt. En vente chez la traductrice Rose de Lima Dumas, Saint-Jean-Chrysostome, comté de Lévis, P. Q., Canada, au prix de six dollars, payables en une fois, par chèque au pair ou par mandat-poste accompagnant la commande, frais d'envoi à charge des destinataires.

SUR LA

Question de la Guerre

La "Croix" s'inspire

A ROME

Et se documente aux

Meilleures sources d'information.

LES FOURRURES

Desjardins

Le plus beau, le plus riche et le plus utile cadeau que vous puissiez offrir — c'est une fourrure, — et la meilleure place pour vous procurer un cadeau de ce genre, c'est à la MAISON DESJARDINS où le choix est plus grand que partout ailleurs et où les prix sont toujours raisonnables.

On n'aura chez nous que l'embarras du choix.

Tous les articles que nous offrons — manteaux, paletôts, pélerines écharpes, tours de cou, manchons, casques, etc., etc., sont confectionnés avec les pelleteries les plus belles et les mieux choisies, les doublures les plus solides et les plus nouvelles, et d'après les modèles les plus en vogue et les plus jolis.

VISITEZ-NOUS SANS RETARD

Nos salons d'exposition sont ouverts au public tous les soirs, et les visiteurs sont les bienvenus.

Chas Desjardins & Cie

LIMITÉE

130, RUE SAINT-DENIS, MONTREAL

L'Évangile

Le dix-huitième Dimanche après la Pentecôte

S. Matthieu, IX

En ce temps-là, Jésus, étant monté dans une barque, traversa le lac de Génésareth et entra dans la ville de Capharnaüm, où on lui présentait un paralytique étendu sur un lit. Jésus, voyant leur foi, dit au paralytique : Mon fils, ayez confiance, vos péchés vous sont remis. Alors quelques-uns des docteurs de la loi dirent en eux-mêmes : Cet homme blasphème. Mais Jésus, connaissant leurs pensées, leur dit : Pourquoi vos coeurs forment-ils des jugements injustes ? Lequel est plus facile de dire : Vos péchés vous sont remis ; ou de dire : Levez-vous et marchez ? Or, afin que vous sachiez que le Fils de l'homme a sur la terre le pouvoir de remettre les péchés : Levez-vous, dit-il au paralytique, emportez votre lit, et retournez dans votre maison. Le malade se leva aussitôt, et retourna dans sa maison. A cette vue, le peuple fut saisi de crainte, et rendit gloire à Dieu, qui avait donné un tel pouvoir aux hommes.

Le calendrier de la semaine

Dimanche, 22—XVIII ap. Pent. S. Thomas de Vil.
Lundi, 23—S. Lin, pape et m.
Mardi, 24—N. D. de la Merci.
Mercredi, 25—S. Firmin ; Ste Aurélie.
Jeudi, 26—S. Cyprien et Ste Justine, mart.
Vendredi, 27—SS. Côme et Damien, mm.
Samedi, 28—S. Wenceslas, martyr.

L'Épiscopat allemand et Guillaume II

La conférence de l'épiscopat d'Allemagne à Fulda, a envoyé le télégramme suivant à l'empereur Guillaume II :

« Avec Votre Majesté, pleins de confiance en Dieu et envisageant une heureuse issue de la guerre, les évêques examinent à Fulda ce que le prochain avenir va exiger de nous et de notre peuple. Nous invoquons la grâce de Dieu pour Votre Majesté et notre chère patrie et nous vous adressons nos hommages respectueux. »

« Signé : Cardinal HARTMANN. »

L'empereur a répondu :

« J'ai reçu avec une reconnaissance satisfaisante les hommages de fidélité que m'a adressés, par l'entremise de Votre Eminence, la conférence des évêques réunie à Fulda. Que la bénédiction de Dieu inspire vos travaux pour le bien de la patrie. Le fait que je puis compter sur l'aide et la collaboration des évêques me remplit de satisfaction et de confiance. »

« La claire vision des dangers dont nous menace l'ennemi fortifiera encore dans notre peuple la ferme volonté de triompher de toutes les difficultés, ainsi que la croyance en l'aide de Dieu et en notre force ! L'Allemagne sera alors, j'en suis sûr, invincible et l'avenir nous appartiendra. »

S'entendront-ils, enfin ?

Le secrétaire d'Etat allemand, au ministère impérial des colonies, M. Solf, prononçait récemment un très long discours qu'il présentait lui-même comme une réponse au dernier discours de M. Balfour :

« Notre avenir colonial n'est pas seulement un but du gouvernement ou de certains groupes intéressés, mais réellement un but national : les masses prolétariennes elles-mêmes sont pénétrées de la conviction que la sauvegarde de notre domaine colonial est une question de vie ou de mort autant qu'une question d'honneur et que l'existence de l'Allemagne comme grande puissance en dépend. »

Le docteur Solf s'éleva contre les paroles prononcées par M. Balfour aux Communes touchant les colonies allemandes et contre la théorie du ministre anglais, qui tend à montrer l'Allemagne intellectuelle comme adonnée à une espèce de culte immoral de la force. M. Solf est convaincu qu'avant la fin de la guerre on verra le moral du peuple anglais se révolter contre la « mentalité du knock-out », qui est celle de son gouvernement. Il prétend que seul l'entêtement des ennemis de l'Allemagne à continuer la guerre s'oppose au rétablissement de la Belgique. Il défend le traité de Brest-Litovsk, dans lequel il voit l'affranchissement des peuples allogènes, naguère opprimés par la Russie.

« Mais entre le jour de la délivrance et le plein exercice du droit pour un peuple de disposer de lui-même, il y a une phase de transition naturelle et nécessaire. L'Allemagne a le devoir de protéger ces communautés jusqu'à ce que l'ordre soit rétabli dans ce pays ; elle est décidée, d'ailleurs, à ne pas abuser de cette protection sollicitée et accordée. Son intention n'est pas de procéder à des annexions brutales, mais de montrer à ces peuples longtemps opprimés les routes de la liberté, de l'ordre et de la tolérance. »

Les journaux allemands et autrichiens ont consacré à ce discours de copieux commentaires approbatifs, soigneusement transmis par le service de propagande allemand et qui cherchaient à le représenter comme un événement d'une importance capitale.

Un rédacteur de l'agence Reuter a interviewé, à Londres, lord Cecil qui a exprimé l'opinion suivante concernant le discours de M. Solf :

« Ce discours marque une grande amélioration à un certain point de vue, car le ton qui y règne diffère de tout ce qui a été dit jusqu'ici par les Allemands. Si vraiment la teneur en est sincère, c'est un premier mouvement de retour au bon sens. »

« Les expressions employées par le docteur Solf, relativement à la Belgique, sont beaucoup plus avancées que tout ce qui a été dit antérieurement au sujet de cette nation. Les mots : « Nous n'avons pas l'intention de retenir la Belgique, sous quelque forme que ce soit, etc. » sont beaucoup plus satisfaisants, pour autant que leur sens le comporte, que quoi que ce soit qui ait été dit auparavant, sauf toutefois que le docteur Solf ajoute : « Le chancelier a déclaré le mois passé, etc. »

« Le chancelier a fait effectivement une déclaration de caractère très général qu'il a été obligé de modifier plus tard. Si donc les dé-

clarations du docteur Solf ne sent que la paraphrase des remarques primitives du chancelier, elles représentent en vérité bien peu de chose. D'ailleurs il n'y a aucune promesse de réparations ou de garanties de sécurité pour l'avenir. »

« Si cependant la déclaration du docteur Solf doit être envisagée à part de celle faite par le chancelier, il me semble qu'elle marque un progrès. »

Mais ce sont là paroles d'individus, quelque haut placés qu'ils soient. Les gouvernements respectifs agiront-ils en conséquence ? Les peuples s'embrasseront-ils enfin, au lieu de se détruire réciproquement ? Dieu seul le sait.

LA

Question polonaise

Quelques journaux allemands publient la dépêche suivante de Varsovie :

« Des conférences du prince Radziwill au grand quartier est sortie une entente sur la fixation de la frontière à l'Est, sur la ligne du Bug. La Pologne recevra certaines régions de Lithuanie ; elle aura accès à la mer Baltique par la neutralisation du cours inférieur de la Vistule et l'installation de Ernzizy en port franc, et la frontière actuelle entre les deux régions d'occupation de la Pologne sera supprimée. La Pologne pourra élever à vingt mille hommes ses effectifs militaires et convoquer immédiatement une classe complète. Les services administratifs et financiers seront transmis au personnel civil polonais. Enfin, l'archiduc Charles-Etienne sera chargé de la régence. »

Mais la Gazette de Francfort reproduit les déclarations suivantes d'une personnalité touchant de près le prince Radziwill :

« A la vérité, le prince Radziwill se serait déclaré extrêmement satisfait des entretiens du grand quartier. Cependant, dans ces entretiens, on n'a aucunement négocié sur les propositions concrètes ou les accords. On a seulement tenté aux délégués de la Pologne l'occasion d'exposer d'une façon générale leurs idées et leurs désirs. Le prince ne sait pas jusqu'à quel point s'est établi entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie l'accord nécessaire pour que satisfaction soit donnée aux désirs des Polonais, parce qu'il quitta le grand quartier la veille de l'arrivée de l'empereur Charles. »

« Il ne fut pris non plus aucune décision au sujet du roi de Pologne, question qui d'ailleurs d'après le prince Radziwill, est bien moins urgente que beaucoup d'autres, ni au sujet des frontières de l'armée. C'est maintenant que des conversations sur des propositions concrètes vont s'engager. »

« Le prince Radziwill est arrivé mardi à Vienne. »

La Germania, parlant de la candidature du prince Léopold de Bavière au trône de Pologne, envisagée par certains milieux, dit :

« Le gouvernement comme le peuple bavarois n'ont aucune raison de s'arrêter à cette idée. Le besoin d'expansion de la Bavière ne va pas jusqu'à vouloir imposer à un peuple étranger une dynastie qu'il ne veut pas lui-même. Les possibilités et les nécessités politiques de la Bavière sont orientées dans des directions toutes différentes. »

Les négociations des représentants du gouvernement polonais avec le comte Burian sont termi-

nées. Une note officielle publiée à Vienne dit à ce propos :

« Le nouvelle donnée par les journaux allemands de la nomination d'un roi de Pologne est inexacte. Un accord général a été atteint en ce sens que les négociations concernant le sort de la Pologne n'auront lieu qu'avec la participation des délégués polonais. »

« Prochainement sera convoquée une conférence austro-germano-polonaise. Dans le cas où elle devrait se décider pour la solution austro-polonaise, la nomination de l'archiduc Charles-Etienne serait probable. »

« Les représentants de la Pologne désirent une solution rapide du problème, parce que les milieux activistes, c'est-à-dire germanophiles, perdent continuellement de leur influence en faveur des républicains et du parti polonais socialiste. »

« La difficulté principale, ajoute a note, réside dans l'attitude des Polonais d'Autriche, qui disent ne pouvoir se considérer comme satisfaits par l'action de la seule autonomie administrative à la Galicie, et qui demandent l'union de la Galicie à la Pologne du Congrès. »

Une impression profonde a été produite par l'interview accordée par M. Wekerlé au correspondant de la Nouvelle Presse libre. Le Premier hongrois déclara entre autres que le point de vue du gouvernement hongrois s'identifie parfaitement avec lui soutenu par le comte Burian, qui, comme on sait, veut toujours la solution austro-polonaise.

Le prince Radziwill a fait au représentant de l'agence polonaise de Vienne des communications sur son voyage à Berlin et à Vienne où s'accuse de nouveau l'opposition entre les informations prodiguées avec tant d'empressement par la presse allemande et celles venues de source autrichienne ou polonaise.

Le prince Radziwill a d'abord affirmé avoir agi en parfait accord avec les milieux gouvernementaux polonais qui préparèrent son voyage, dont le but était d'avoir des renseignements sur les sentiments et les projets des empires centraux à l'égard de la Pologne :

« Dans ces conditions, il ne pouvait pas naturellement être question de prendre une décision quelconque, pendant mon séjour au grand quartier, au sujet du trône et des frontières de Pologne, là où trois parties sont intéressées. Une décision ne peut pas être prise par deux seulement d'entre elles. Il n'est pas conforme à la réalité que la solution austro-polonaise ait été rejetée. Cette solution reste, après comme avant, une des possibilités politiques dont la réalisation dépend exactement, comme celle d'autres possibilités analogues, d'une série de facteurs qu'il faut examiner en détail avant de pouvoir arriver à leur réalisation pratique. »

Le prince Radziwill a ajouté qu'en pouvait espérer arriver dans le courant des mois prochains à cette réalisation pratique, peut-être même déjà au cours d'une Conférence austro-germano-polonaise. Il est impossible, en tout cas d'admettre qu'une décision soit prise sans la participation du gouvernement polonais.

Ce qu'il ne faut pas oublier

« Ceux qui écrivent et répandent des journaux et publications, qu'aime l'esprit catholique, méritent bien de la religion et de l'Eglise. »

LEON XII.

PRIÈRE POUR LA PAIX

RÉDIGÉE ET PRESCRITE PAR

S. S. BENOIT XV

ET, AU RECTO,

LE PORTRAIT DU PAPE

(lustré en or, format 3 par 5 pouces)

En vente à la CROIX, 27 rue Saint-Gabriel, Montréal

\$12.00 le mille, \$2.00 le cent, 5 sous l'unité

76,000 ont déjà été distribuées par tout le Canada et les Etats-Unis

Vous qui restez au pays, priez pour la paix, priez pour que nos jeunes gens puissent nous revenir bientôt.

Notes

...ET...

Nouvelles

L'ACCES DU TERRITOIRE ALLEMAND INTERDIT AUX ISRAELITES

On mande de Zurich qu'une ordonnance du ministère de l'intérieur prussien vient d'interdire l'accès du territoire allemand aux israélites de Pologne-Lithuanie et des territoires occupés, ainsi que l'embauchage d'ouvriers juifs venant de ces contrées. Cette mesure provoque les colères des nationalistes juifs qui la qualifient de « déclaration de guerre par l'Allemagne à la communauté israélite ». Personne ne veut de la peste du juif.

TORPILLE PAR UN SOUS-MARIN

Le navire anglais « Galway Castle » d'une capacité de 7,988 tonnes a été torpillé et coulé. Il y avait neuf cent soixante personnes à bord.

Le nombre de pertes de vies s'élève à cent quatre-vingt neuf, dont cent vingt passagers, trente-six officiers et soldats et trente-trois membres de l'équipage.

L'UTILISATION DE LA CHALEUR CENTRALE

Tout volcan en activité présente un certain nombre d'évents, de bouches, émettant de la chaleur, des gaz chauds ou des vapeurs. De divers côtés, on s'occupe d'utiliser cette ressource, et on a raison. Il est certain qu'elle n'est pas éternelle : les anciens volcans d'Auvergne, éteints depuis l'époque préhistorique, ne donnent plus grand-chose dans cet ordre d'idées. Mais elle a une durée très suffisante. L'examen des plus anciens travaux relatifs au Stomboli montre à un savant américain, M. H. S. Washington, que, sur les six événements encore actifs présentement, trois fonctionnaient en 1768 déjà. Au Kilauea, dans les îles Hawaï, le principal évent a plus d'un siècle d'existence. On peut donc s'organiser pour utiliser la chaleur des événements volcaniques sans avoir trop à craindre de devoir fermer prochainement l'usine pour cause de grève du générateur. C'est-à-dire, une fois établi, travaille longtemps : on peut compter sur lui.

L'oeuvre du bon journal recommandée par Pie X et Benoît XV

Notre Saint Père le Pape Benoît XV écrivait, le 6 mai 1916 : « Le peuple chrétien, toujours royalement large pour toutes les initiatives qui intéressent le salut des âmes, ne fera pas attendre sa généreuse contribution à l'oeuvre la bonne presse, dès qu'il aura été éclairé sur la souveraine nécessité de cette oeuvre et qu'il aura appris à la regarder comme la noble protectrice de ses intérêts. »

« Mettre les oeuvres de presse de côté, disait le saint et clairvoyant Pie X, c'est se condamner à n'avoir aucune action sur le peuple et ne rien comprendre au caractère de son temps. »

UN

Avantage pour nos abonnés

ET UNE

Aide pour la "CROIX"

Plusieurs abonnés nous ayant manifesté l'intention de profiter de notre offre, nous donnerons, jusqu'à nouvel ordre,

A NOS ABONNÉS DU CANADA

(excepté Montréal et la banlieue) :

Trois années d'abonnement pour \$6. six " " " " 10.

A NOS ABONNÉS DES ETATS-UNIS :

Trois années d'abonnement pour \$6. Six " " " " 11.

A NOS ABONNÉS DE MONTRÉAL ET DE

LA BANLIEUE

Deux années d'abonnement pour \$4.50 Quatre " " " " 8.00

LE PORTRAIT DU PAPE

ET, AU VERSO,

La Prière pour la Paix

(Lustré en or, format 3 par 5 pouces) En vente à la « Croix », 27 rue Saint-

Gabriel, Montréal.

\$12.00 le mille, \$2.00 le cent, 5 sous l'unité.

Avez-vous payé votre

contribution à

la CROIX?